

La situation économique au Canada

Volume 2, Number 6, 1934

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1102769ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1102769ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (print)

2817-3465 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

(1934). La situation économique au Canada. *Assurances*, 2(6), 1–1.

<https://doi.org/10.7202/1102769ar>

ASSURANCES

JOURNAL MENSUEL DES ASSURANCES

CANADA PORT PAYÉ POSTAGE PAID
1 C.
NO 5211 MONTREAL

334, rue Notre-Dame Est - Montréal

POUR L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Voici le texte d'une causerie prononcée à la radio par notre collaborateur, M. Gérard Parizeau. Nous en recommandons la lecture à nos lecteurs, qui y trouveront quelques détails précis sur notre Université, dont les embarras financiers ont soulevé tant d'injustes critiques. C'est avec plaisir que nous profitons de l'occasion pour exprimer notre respect pour l'oeuvre accomplie patiemment et sans bruit par des professeurs aussi dévoués que, dans l'ensemble, mal rémunérés.

N. D. R.

Mesdames, Messieurs,

C'est spontanément que j'ai accepté de venir vous parler ce soir de l'Université de Montréal. J'ai pour cela plusieurs raisons. Je suis un de ses anciens élèves; j'ai pour son oeuvre et ses professeurs du respect et de l'admiration et, enfin, je souhaite ardemment qu'elle puisse se développer aussi rapidement que l'exigent nos aspirations nationales.

Fondée en 1920, pour succéder à la filiale de l'Université Laval, l'Université de Montréal a trouvé un vaste champ ouvert à ses initiatives, mais un champ tout juste défriché, où il restait énormément à faire. Comme ses ressources étaient faibles, elle demanda au public et au gouvernement provincial de l'aider à poursuivre son oeuvre. Quelques millions furent souscrits; ce qui lui permit de réparer ses immeubles deux fois après l'incendie, en attendant qu'elle pût construire ailleurs, de donner à ses laboratoires et à son enseignement en général le matériel dont ils avaient un besoin pressant et de rémunérer un peu mieux son personnel enseignant. Mais tout cela ne pouvait être que transitoire puisqu'on s'était engagé au moment de la souscription publique à transporter l'Université

dans un autre quartier aussitôt que possible. Le déménagement s'imposait d'ailleurs: l'agrandissement des services, l'augmentation du personnel et du nombre d'élèves, la nécessité d'orienter les laboratoires vers la recherche, tout cela rendait nécessaire de trouver de nouveaux locaux. L'encombrement du quartier de l'Université faisait souhaiter que la migration eût lieu le plus tôt possible pour le plus grand bien des étudiants.

C'est à ce moment que le problème du site se posa avec toute sa complexité. On le trancha en faisant choix d'un vaste et magnifique domaine, où durant de très nombreuses années l'Université pourrait grandir en toute liberté sans être gênée par l'espace disponible ou par l'entourage. Puis, on étudia la construction même. Après une enquête élaborée, poursuivie, avec la collaboration de la Rockefeller Foundation, par une commission qui réunissait quelques-unes des personnalités les plus en vue du Conseil et du personnel enseignant, on opta pour l'immeuble unique groupant l'ensemble des facultés et écoles, l'hôpital universitaire, l'administration, la bibliothèque et l'amphithéâtre. Extrêmement intéressante, cette formule apparaîtra sous son vrai jour quand on sera parvenu à avancer les travaux suffisamment pour faire disparaître l'accumulation de baraques, de monte-charge et d'échaffaudages qui enlaidissent et déforment la façade. Dès que le public pourra visiter l'installation, même non terminée, il se rendra compte des résultats tout à fait intéressants qu'a donnés la collaboration intime et soutenue de l'architecte et du personnel universitaire. Il verra lui-même de quelle manière l'enseignement pourra enfin se poursuivre dans l'atmosphère de paix et de quiétude et dans les conditions d'espace et d'hygiène qui sont devenues indispensables.

Conçu dans une période d'extrême optimisme, à un moment où tout le monde, du plus grand au plus petit, raisonnait avec

une entière confiance en l'avenir, le projet ne put malheureusement pas être entièrement réalisé avant la crise de 1929. Malgré l'aide généreuse du gouvernement provincial, empêché de faire tout ce qu'il désirait par ses propres embarras financiers, l'immeuble reste inachevé. Si seulement on avait pu le terminer avant 1929 ou même en 1930, le public se serait rendu compte de l'oeuvre à accomplir et il aurait sûrement prêté sa collaboration pour assurer le fonds de roulement nécessaire.

Parce qu'elle a engagé toutes ses ressources dans une entreprise dont on ne pourra apprécier l'intérêt qu'une fois les travaux terminés, l'Université se trouve depuis deux ans dans une situation financière extrêmement difficile. Depuis quelques mois cette situation est critique, au point qu'on se demande avec anxiété pendant combien de temps on pourra tenir le coup. Tous ceux qui comprennent l'absolue nécessité de l'enseignement supérieur affirment: « Mais ce n'est pas possible de fermer les portes! » Ce sera malheureusement un fait accompli avant très longtemps si on ne trouve pas une solution durable.

Des amis de l'Université se sont émus d'une telle éventualité. Ils se sont réunis, ils ont discuté et ils ont agi. Comme le projet de taxe foncière, pourtant le meilleur, était impossible à exécuter et comme la loterie était momentanément irréalisable, ils se sont rendus compte que seule la souscription individuelle pouvait sauver l'Université. Mais le problème restait extrêmement difficile à résoudre. Allait-on pouvoir trouver assez de souscripteurs pour subvenir aux besoins de l'enseignement? Pourrait-on accumuler un fonds assez important pour produire le revenu nécessaire? Une solution nouvelle au pays s'offrait: une combinaison d'assurance et de souscription qui permettrait à l'Université de toucher une somme assez élevée pour chaque millier de dollars d'assurance, tout en permettant au souscripteur ou à ses héritiers

(Suite à la 2e page)

La situation économique

	Avril 1933	Avril 1934	Mars 1934
Production industrielle			
Acier — tonnes	11,380	70,360	72,920
Papier-journal — tonnes	147,760	206,610	210,130
Automobiles — nombre	8,256	18,363	14,180
Energie hydroélect. — 1,000,000 kwh.	1,297	1,607	1,796
Indice de l'emploi — 1926 = 100	77.6	92	91.3
Commerce			
Importations — \$1,000	20,467	34,816	47,497
Exportations — \$1,000	20,312	32,047	68,398
Exportations de blé — 1000 boisseaux	4,460	3,568	10,103
Bâtiment			
Valeur des contrats — \$1,000	8,609	11,469	7,617
Finances			
Débits bancaires — \$1,000,000	1,877	2,636	2,489
Billets en circulation	163.1	160.1	168.8
Prêts à demande	94	101	103
Divers			
Assurance-vie, ventes — \$1,000	81,602	33,013	32,764
Prix de gros, 1926 = 100	66.4	71.1	72.0

Le rapport du surintendant des Assurances

Le rapport annuel du surintendant des Assurances de Québec nous apporte, cette année, des chiffres intéressants sur les affaires traitées dans la province durant

1932. Voici par exemple un tableau qui donne le total des primes acquises et des règlements pour toutes les sociétés.

	Primes acquises	Sinistres encourus	Rapport
Compagnies à Fonds social	\$12,339,165.95	\$10,323,280.66	83.66
Compagnies d'assurance mutuelle:			
Comtés et ecclésiastiques	330,571.72	199,779.47	60.43
Associées de la Nouvelle-Angleterre	315,154.42	231,552.02	73.47
Autres mutuelles	311,034.75	237,693.28	76.42
Compagnies à primes fixes et mutuelles:			
Avec capital-actions	1,128,710.38	707,737.03	62.70
Sans capital-actions	67,119.39	76,845.25	114.49

Le rapport contient des renseignements très précis sur le commerce de l'assurance dans la province et sur la situation des compagnies. On ne saurait trop louer le Surintendant des Assurances d'avoir voulu

dégager le plus possible les statistiques provinciales des chiffres globaux, qui donnent une idée d'ensemble seulement des affaires traitées dans notre province.